|  |
| --- |
| **Réunion préparatoire des membres de la société civile de l’Afrique de l’Ouest et du Centre à la rencontre de haut niveau pour mettre fin au mariage des enfants le 22 octobre 2017** |

En vue de préparer la réunion de Haut Niveau pour mettre fin au mariage des enfants, les organisations de la société civile de L’Afrique de L’ouest et du Centre se sont réunies à L’Hotel ONOMO sur l’initiative de Girls Not Brides pour préparer la voix de la société civile. Cette réunion a consisté à l’identification et au partage des principes directeurs de la société civile regroupée autour du partenariat mondial Girls Not Brides mais aussi des recommandations en partant de l’analyse des différentes causes qui expliquent la prévalence du mariage des enfants et l’identification des solutions que la société civile propose pour lutter contre ce problème. Des recommandations ont été faites pour chaque cible identifiée que sont :

* Les leaders religieux et coutumiers
* Les agences des nations Unies
* Les gouvernements
* Les bailleurs
* L’Union Africaine/CEDEAO/CEEAC
* Les premières Dames
* les médias

Les résultats de ces productions sont les suivant :

**Principes directeurs**

* Egalite des genres
* Définir une stratégie holistique et globale pour mettre fin au ME
* Systématiquement renforcer la volonté politique
* Mise en œuvre de la loi et des politiques
* Mobilisation des ressources financières pour aborder le mariage des enfants
* Inclusion du mariage des enfants dans le budget national
* Partenariat et collaboration tant au sein de la société civile qu’avec les autres acteurs, y compris les pouvoirs publics
* Utilisation des mêmes messages clés pour parler d’une seule voix
* Participation inclusive, notamment des enfants et jeunes
* Filles comme agentes/actrices de changement
* Suivi et évaluation des stratégies nationales et engagements pris
* Redevabilité

**Messages clés**

Les actions menées pour mettre fin au mariage des enfants en Afrique de l’Ouest et du Centre doivent être intensifiées et accélérées car :

* La région Afrique de l’Ouest et du Centre est particulièrement concernée par le mariage des enfants. Le taux de prévalence du mariage des enfants est plus élevé en Afrique de l’Ouest et du Centre que dans toute autre région dans le monde. Six des dix pays qui enregistrent les taux de mariage d’enfants les plus élevés au monde se trouve en Afrique de l’Ouest et du Centre.
* Le mariage des enfants est une atteinte très sérieuse aux droits des filles. Cette pratique expose les filles à diverses formes de violence, et a des conséquences néfastes sur leur santé, leur éducation, leur bien-être psycho-social, et leur développement tout au long de leur vie.
* Les actions menées pour mettre fin au mariage des enfants en Afrique de l’Ouest et du Centre doivent être accélérées afin de contribuer au développement économique et social de l’ensemble de cette région. Si aucun effort n’est fait, la région ne sera pas en mesure d’atteindre ses objectifs de développement tels que définis par l’Agenda 2063 de l’Union Africaine et les Objectifs de Développement Durable (notamment la cible 5.3 qui porte sur la fin du mariage des enfants).
* Bien que plusieurs gouvernements d’Afrique de l’Ouest et du Centre se soient engagés à mettre fin au mariage des enfants, ou aient mis en place des programmes, davantage de coordination et de leadership sont désormais nécessaires afin que ces engagements se transforment en actions concrètes pour améliorer la vie des filles concernées, et que ces programmes soient portés à grande échelle, sur la base des données probantes

**Recommandations principales**

* **Mettre fin au mariage des enfants nécessite de formuler et de mettre en œuvre une approche holistique et à grande échelle au mariage des enfants, qui prend en compte différents secteurs et niveau d’intervention**.
  + Il est essentiel que les gouvernements soient le moteur des efforts menés pour formuler une approche pour mettre fin au mariage des enfants qui est à la hauteur du problème, tant par son échelle que par sa complexité. Cela implique d’articuler quatre stratégies : autonomiser les filles, mobiliser les familles et les communautés pour qu’elles changent leurs attitudes et comportements liés au mariage des enfants, fournir des services adéquats et de qualité aux filles exposées aux mariages d’enfants et aux filles mariées, et établir et appliquer des lois et des politiques cohérentes qui protègent et font respecter les droits des filles.
  + Il est dès lors nécessaire d’élaborer et de mettre en œuvre des stratégies nationales et des plans d’action assortis d’un budget établi, ou d’intégrer le mariage des enfants dans des stratégies et des plans conçus pour les femmes, les filles ou les enfants dans des secteurs connexes, afin que les moyens soient à la hauteur du problème.
* **Une réponse efficace au mariage des enfants requiert des partenariats solides** entre les différents acteurs (par ex : la société civile, les jeunes, les leaders religieux et traditionnels, etc.), et secteurs (par ex : l’éducation, la santé, la justice, etc.). Les gouvernements sont bien placés pour coordonner les actions visant à mettre fin au mariage des enfants grâce à des **mécanismes de coordination inclusifs et fonctionnels**. Ceux-ci sont essentiels pour assurer que les différentes parties prenantes soient en accord, maximiser l’impact des initiatives conjointes et créer une cohérence et une bonne coordination entre les programmes sectoriels et les politiques à tous les niveaux.
* **Les actions visant à mettre fin au mariage des enfants doivent être fondées sur des données probantes**.
  + Pour mettre en œuvre les engagements qu’ils ont pris au niveau régional et international, les Etats d’Afrique de l’Ouest et du Centre doivent investir dans des solutions qui se sont avérées efficaces.
  + Si des actions pour documenter et évaluer les solutions pour mettre fin au mariage des enfants existent au niveau régional et sous régional, il est important de mener des recherches plus pour mieux comprendre comment adapter et amplifier les solutions.
* **Les efforts visant à mettre fin au mariage des enfants doivent être cohérents avec les engagements pris au niveau continental et mondial.** Il s’agit là des engagements pris à travers les chartes les protocoles et les initiatives de l’Union africaine en lien avec le mariage des enfants, ainsi que les normes et cadres internationaux tels que les Objectifs de développement durable. Pour faire le suivi de la mise en œuvre de ces engagements, il est nécessaire d’utiliser les mécanismes de redevabilité existants, d’encourager les avancées et les investissements, et d’accélérer les efforts entrepris.
* **Davantage d’investissement de la part des gouvernements des pays à forte prévalence est nécessaire** afin d’améliorer les systèmes et les services de base tels que l’éducation, la santé, la protection sociale et la justice.
* **Davantage d’investissement de la part des partenaires de développement et des bailleurs de fonds est nécessaire** afin d’appuyer et de renforcer les efforts déjà entrepris pour prévenir le mariage des enfants et pour soutenir les filles mariées, surtout au niveau des communautés. Il est essentiel d’assurer un soutien durable aux organisations locales qui travaillent directement avec les personnes affectées sur le terrain afin qu’elles puissent bénéficier d’un soutien durable.

|  |
| --- |
| **Réunion de Haut niveau pour METTRE FIN AU MARIAGE DES ENFANTS en Afrique de l’Ouest et du Centre du 23 au 25 octobre 2017 à King FAHD Palace Hotel : Dakar, Sénégal** |

La grande rencontre régionale pour mettre fin au mariage des enfants en Afrique de L’Ouest et du Centre organisée par le gouvernement du Sénégal avec l’appui d’une coalition d’organisations régionales de la Société civile composée de FAWE, Filles pas Epouses, Plan international, Save The Children, WILDAF, World Vision et des agences des Nations Unies (ONUFemmes, UNFPA, UNICEF). Cette idée a été proposée initialement par la première Dame de Sierra Léone son Excellence Mme Sia KOROMA et a regroupé 24 délégations de pays de l’Afrique de L’Ouest et du Centre composées de membres de la société civile, de chefs religieux et coutumiers, de membres du gouvernement et des enfants et jeunes activistes.

La cérémonie officielle a été marquée par les prières d’Al Hajj Sheikh Abu Bakar Conteh président du conseil interreligieux de la Sierra Léone suivi de Mme Helle Thorning-SCHIMDT de SAVE The Children représentante des organisations de la société civile. Selon elle, il est important de savoir que «  *les filles veulent devenir des enseignantes, des médecins, des infirmières pour aider leur communauté*». Son allocution a été suivie par celui de l’ambassadeur Du Pays-Bas. Ce dernier a rappelé que le partenariat « Filles Pas Epouses » est un bon interlocuteur. Mme Fatoumata NDiaye représentante des agences des Nations Unies a pris la parole pour rappeler en chiffres l’urgence de renforcer l’éducation aussi bien formelle qu’informelle des filles et la systématisation de l’enregistrement des naissances. L’Ambassadeur Olawale Maiyegun, directeur des affaires sociales au niveau de la commission de l’Union Africaine a clôturé les allocutions des partenaires qui ont organisé cette grande rencontre. Sa Phrase clé est la suivante *« les femmes constituent un moitié de la population et mettent au monde l’autre moitié* ». D’où l’importance de défendre leurs droits.

Avant la prise de parole du premier Ministre du Sénégal qui devait procéder à l’ouverture solennelle du High Level Meeting, les jeunes ont fait passer un message d’interpellation en se levant d’une seule voix pour dire ensemble avec des messages à l’appui « nous voulons mettre fin du mariage des enfants »

Les différents intervenants ont insisté sur le rôle de la société civile et l’importance de s’asseoir à une même table et de discuter. Même si les pays sont à des niveaux différents de mise en œuvre des campagnes lancées, il est important de souligner qu’il faut utiliser une approche multisectorielle et qui regroupes plusieurs acteurs. Dans ce sens, le Tchad de même que la Zambie ont été cités comme un bon exemple.

L’après midi a été consacré à des panels séparés sur la mise en œuvre de la théorie du changement en montrant des exemples de mise en œuvre par des organisations ciblées.

Par rapport au programme SON CHOIX  il est noté la rencontre avec Mme Mieke Vogel représentant le ministère néerlandais des affaires étrangères et de la coopération qui finance en grande partie le programme du HER CHOICE grâce à l’introduction de Mme Clariz INGE DIOP de l’Ambassade des Pays-Bas.

**Recommandations sorties des différents panels du premier Jour**:

* Impliquer les hommes dans la lutte contre le mariage des enfants
* intégrer les filles dans les sphères de prises de décisions
* utiliser l’autorité des leaders religieux hommes ou femmes locaux pour produire le changement
* favoriser l’organisation des leaders religieux en réseau pour débattre de la question
* former les leaders religieux et locaux pour renforcer le changement au niveau des communautés
* impliquer activement des membres de la famille dans l’éducation sexuelle des filles pour faciliter l’accès aux services de santé (les hommes et les femmes
* plus de rigueur dans la prise en charge des filles victimes
* allouer des fonds pour le maintien des filles à l’école
* assurer une bonne gestion des fonds alloués à l’éducation
* mettre l’accent sur les chiffres
* maintenir les enfants à l’école jusqu’à 18 ans à travers l’adoption de lois
* Systématiser l’enregistrement des naissances
* mettre en place un système communautaire de communication au niveau de la base
* les réseaux de même que les coalitions doivent avoir des ressources nécessaires pour mener leurs actions
* Identifier et soutenir des champions sur la protection des filles contre les mariages d’enfants
* Relever l’âge au mariage à 18 ans

**Deuxième Jour 24 oct. 2017** :

Après la présentation des différentes recommandations sorties des panels, il ya eu une session  sur : ***« les clés pour développer et mettre en œuvre des approches nationales pour mettre fin au mariage des enfants*** » avec :

* *La présentation de la stratégie nationale et le plan d’action pour prévenir et éliminer le mariage des enfants* du Burkina Faso par madame Yvette DEMBELE la ministre déléguée et secrétaire d’état auprès du ministre de la femme, de la solidarité Nationale et de la Famille
* *la présentation du cadre stratégique national pour assurer une réponse sectorielle au mariage des enfants* par la ministre du Genre, de l’enfance et de la protection sociale du Ghana PAR Honorable Mme Otiko Afisah DJABAH
* *une présentation de la campagne nationale pour impliquer les jeunes et leurs communautés «  Zéro tolérance pour le mariage des enfants*» par Jonas Kindafodji du Bénin
* *Leçons tirées des stratégies nationales à travers le monde* par Mme Lakshmi SUNDARAM directrices exécutive, Filles Pas Epouses

Dans l’après midi, une session sur les institutions régionales et leur appui dans la lutte pour mettre fin au mariage des enfants a été facilité par SAR princesse Mabel van Oranje, Présidente du conseil d’administration Filles Pas Epouses.

Cette session : « ***Aligner l’élan national avec les cadres régionaux, continentaux et mondiaux »***a eu comme contenu :

* *le cadre stratégique de la CDEAO pour le renforcement des systèmes nationaux de protection de l’Enfant pour prévenir et répondre à la violence , aux abus et à l’exploitation des enfants en Afrique de l’Ouest et du Centre* par son Excellence Mme Fatoumata DIA SOW commissaire de la CEDEAO en charge du genre et des affaires sociales.
* *les efforts de la CEEAC pour rapprocher les cades nationaux et continentaux* par Mme Isabelle Boukinda, Directrice Genre de la CEEAC
* *les cadres pertinents de l’Union Africaine pour mettre fin au mariage des enfants* par Mme Mariama CISSE, secrétaire du comité Africain des experts sur les droits et le bien-être de l’enfant, commission de l’Union Africaine.
* *mettre le mariage des enfants au cœur du cadre national de suivi des ODD* par Mme Hadiza Aminu DORAYI, assistante technique sur les ODD, bureau du vice président du Nigéria.

Dans l’après midi, il ya eu une session sur le dialogue Multipartite

***« Faire le bilan et définir une vision commune des moyens pour mettre fin au mariage des enfants en Afrique de l’Ouest et du Centre*** **».**

Enfin il y a eu des sessions individuelles par pays dont les recommandations suivantes sont sorties pour le Sénégal :

Recommandations sorties de la réunion avec le directeur de la Direction de la Promotion des Droits de l’Enfant du Sénégal

* acceler la validation des plans de communications et le draft de plan d’action
* Renforcer une synergie d’actions des jeunes pour un plus grand impact des jeunes sur le terrain
* Renforcer le plaidoyer de la société civile avec le positionnement de la coalition nationale des organisations de la société civile qui travaillent à mettre fin au mariage des enfants comme juge et comme acteur.
* Renforcer la paix et la sécurité
* voir comment renforcer la plateforme des jeunes
* voir comment intégrer les médias et les religieux
* renforcer l’éducation sexuelle à travers l’introduction de modules sur la santé de la reproduction dans le programme pédagogique
* renforcer les CDPE financièrement
* organiser une réunion de restitution multisectorielle regroupant les différents acteurs

**3ème jour 25 octobre 2017**

La troisième journée a été marqué par un récapitulatif des discussions individuelles par pays suivi d’une session :

**« Traduire nos engagements en actions : allier les efforts nationaux, régionaux et mondiaux pour suivre nos progrès »**.

Cette session est suivi d’une autre animé par Amador SANCHEZ chef de division adjoint droits humain mondial modérateur du panel. Les présentations ont porté sur :

**« Traduire nos engagements en actions : allier les efforts nationaux, régionaux et mondiaux pour suivre nos progrès partenariats prometteurs et innovants »**

Les présentateurs sont :

* madame Nancy SMYTH directrice générale développement social du Canada
* Monsieur Karim ZINA directeur de la promotion de la famille et du Genre Burkina Faso
* Awa BAGAYOKO : coordonatrice réseau national des organisations de la société civile Mali

Le Burkina a commencé à travailler en 2008 à mettre en place une plateforme qui réunie 54 acteurs (pouvoirs public, les associations et ONG, les leaders religieux et coutumiers, les enfants et jeunes). On note l’implication des ministres clés et des femmes des ministres grâce à l’appui de la première Dame du Burkina Faso, le Suivi des engagements pris par les ministres par la première Dame , le Renforcement des « espaces sûrs » à travers les activités de renforcement de capacité.

Selon Hawa Diarra, Les partenariats permettent :

* une synergie des actions
* la création d’un cadre d’apprentissage
* la mise en œuvre et l’affinement des stratégies
* le déroulement des stratégies Nationales de l’Etat
* Le renforcement du plaidoyer

Recommandation :

* Implication des jeunes
* faire une cartographie des intervenants
* renforcement du plaidoyer des organisations de la société civile
* capitalisation des pratiques
* la mise en œuvre du plan d’action des Etats.

La dernière partie de la réunion de haut niveau a été marqué par la lecture des conclusions à savoir « **prochaines étapes : Actions clées pour aller de l’avant »**

Conclusions : 24 pays de l’Afrique de l’Ouest et du centre

Mots de remerciement et engagement S.E.M Kees van Baar, ambassadeur pour les droits de l’homme, Royaume des Pays-Bas. Le Pays Bas s’engagent à :

* Accompagner le partenariat Mondial Filles Pas Epouse
* Appuyer les partenariats nationaux
* Collecter les informations afin de renforcer la collecte d’informations sur la problématique spécifiquement les bonnes pratiques et les moins bons

Mots de remerciement de la représentante de la coalition civile régionale des organisations qui s’activent à mettre fin au mariage des enfants

* félicitation aux Jeunes
* reconnaissance du rôle centrale des organisations de la société civile dans la lutte contre le mariage des enfants en étant juge et acteur.
* renforcer le rôle des gouvernements pour mettre fin au mariage des enfants

Mot de clôture « le mariage n’est pas un jeu pour enfants »

Mot de remerciement du représentant des agences des Nations Unies Monsieur Mabingue NGOM. Il a rappelé la triste place qu’occupe l’Afrique de l’Ouest et du Centre avec deux pays qui ont les plus hauts taux (Niger et Tchad)

* Remerciement à l’Etat du Sénégal pour la bonne organisation du sommet et les facilités apportées par l’Etat du Sénégal pour le bon déroulement de la rencontre
* Remerciement aux Donateurs (Pays-Bas, Union Européenne, UNFPA, UNICEF, Ambassades du Canada)
* aux différents partenaires régionaux et nationaux
* Aux jeunes, chefs religieux et coutumiers, la société civile.

Mot de clôture de Lucie Asnabor, commission de l’Union Africaine qui a rappelé le rôle combien important des jeunes dans le déroulement de cette rencontre mais aussi a fait le rappel des différents instruments juridiques ratifiés par les différents Etats. Elle a tenu à souligner le rôle combien important des chefs religieux et coutumiers. La société civile doit continuer à porter le combat en sensibilisant les communautés mais aussi en rappelant à l’Etat ses différents engagements. Elle a invité les états membres de l’Union Africaine et des autres pays à rechercher les fonds nécessaires pour la mise en œuvre des plans d’actions et à invité plus d’Etats à ratifier les accords.

Enfin la Ministre Madame Ramatoulaye Gueye DIOP du Sénégal a procédé à la clôture de la rencontre de Haut niveau pour mettre fin au mariage des enfants en Afrique de L’Afrique de L’Ouest et du Centre.